



Liminaire FSU CSA du 2 juillet 2024

Monsieur le Recteur,

Madame la Directrice, Madame la secrétaire générale,

Mesdames et messieurs les membres du CSA,

Comme nous l'avons déjà dit lors du CSA du 11 juin, le soir du 9 juin nous avons entendu le tonnerre d'une poussée forte du RN à laquelle s'est ajoutée la déflagration de la dissolution de l'assemblée nationale.

La tempête n'a pas fini de déferler : hier soir le premier tour a donné un RN largement en tête aux élections législatives et l'extrême droite n'a jamais été aussi proche d'arriver au pouvoir. Plus que jamais la France est fracturée : France des villes, France des campagnes, France d'en haut, France d'en bas, France des nantis, France des lèves tôt. Le gouvernement de la majorité présidentielle porte une lourde responsabilité dans cette situation : banalisation de l'extrême droite, de ses membres et de ses idées, dont certaines ont été reprises par les membres du gouvernement, politique ultra libérale et antisociale, dissolution de l'Assemblée nationale.

La FSU, avec la CGT, Solidaire, la CFDT et l'UNSA, a pris ses responsabilités en appelant à voter contre l'extrême droite au premier comme au second tour. Parce qu'il ne faut jamais oublier que l'extrême droite quand elle arrive au pouvoir, ne joue pas les règles démocratiques et ne le rend pas. Parce qu'elle divise, casse, opprime, minore les droits partout où elle passe. L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, où que ce soit, et à quelque période que ce soit, n'a toujours été synonyme que de régression des droits sociaux, des droits des femmes et des minorités, de la liberté d'expression. De cette société-là, la FSU n'en veut pas.

Des avants goûts extrêmement choquants, et visant directement notre institution, ses professeurs, ses représentant.e.s, il y en a déjà eu, et de très récents : Intimidation et insulte de notre secrétaire générale nationale du SNES-FSU, du Snuipp FSU et des organisations syndicales reçues en commission des affaires culturelles en septembre 2023 par le député RN Roger Chudeau. Ses propos inadmissibles contre l'ancienne ministre Najat Vallaud-Belkacem, dont nous avons combattu la réforme du collège en 2015, mais que nous soutenons néanmoins face à cette attaque violente. Les propos polémiques et abominables tenus par Jordan Bardella lors du débat du 27 juin sur la résistance et la figure de Jean Moulin qui en disent long sur le rapport du RN avec l'histoire.

Faire barrage ou rempart, selon qu'on se sente l'âme d'un castor ou d'un bâtisseur, ce n'est pas pour autant donner un blanc-seing au nouveau gouvernement qui sera formé. Nous n'avons pas oublié les réformes très largement contestées qui ont été menées au pas de charge (assurance chômage, retraite, lycée, collège, école de la confiance, loi de la transformation publique) et qui ont fait le lit

des mécontentements et du déni de dialogue. Quelle que soit la majorité qui sortira des urnes, ce sera toujours la mobilisation sociale qui fait progresser les droits sociaux.

Si le RN arrivait à obtenir une majorité en fin de semaine, l'éducation serait particulièrement visée (éducation prioritaire, programmes notamment d'histoire, port de l'uniforme, fin du collège unique, envoi en centres éducatifs fermés d'élèves « perturbateurs », renforcement du pouvoir de recrutement local donné aux chefs d'établissement, financement de l'enseignement privé...) et plus largement toutes nos libertés, nos droits, nos élèves et nos collègues qui sont d'origine étrangère.

Je citerai ces quelques vers de Martin Niemöller, après-guerre :

« Quand les nazis sont venus chercher les communistes,
je n'ai rien dit,
je n'étais pas communiste.

Quand ils ont enfermé les sociaux-démocrates,
je n'ai rien dit,
je n'étais pas social-démocrate.

Quand ils sont venus chercher les syndicalistes,
je n'ai rien dit,
je n'étais pas syndicaliste.

Quand ils sont venus me chercher,
il ne restait plus personne
pour protester. »

Si le RN arrivait à obtenir une majorité en fin de semaine, chacun sera renvoyé à sa responsabilité citoyenne, à son éthique de fonctionnaire, à une résistance passive.

Il paraît bien futile, en ces temps sombres, de débattre autour des points du jour de ce CSA. Et pourtant, pourtant... notre administration devra continuer à fonctionner, même si le dialogue social risque d'être encore plus réduit. Comment fonctionnera-t-elle... Indépendamment de la tempête démocratique qui balaie la France, la rentrée se fera. A notre administration, à tous les échelons, d'en assurer contre vents et marées, la continuité. A elle de maintenir, quel que soit le nouveau cadre, la possibilité d'un dialogue social. Si l'extrême droite arrive au pouvoir, les services publics et les services de l'éducation nationale risquent de ne pas s'en remettre.

L'académie de Paris gagnerait à ne pas être le fer de lance de politiques ministérielles contestées et contestables, mais de les mettre en œuvre a minima, et de faire respecter le dialogue social en ses murs et notamment dans les EPLE.

Dans le contexte actuel, il est glaçant de constater que les CA se voient muselés dans certains établissements, les CA extraordinaires de se prononcer sur l'ordre du jour pour lequel ils sont réunis, les PV d'être remontés in extenso.

L'instant est solennel, certes, mais nous demandons au Recteur quoiqu'il advienne dès la semaine de prochaine, de garantir la protection des personnels et des élèves d'origine étrangères, binationaux. De garantir le droit à l'éducation de tou.te.s les enfants et adolescent.e.s conformément à la

convention internationale des droits de l'enfant et tout particulièrement des élèves en UPE2A, des mineur.e.s isolé.e.s comme celles et ceux du collectif des jeunes de Belleville.

Quoiqu'il adienne le 7 au soir, et aussi durs que seront peut-être les temps à venir, la FSU sera au côté de tous les personnels et des usager.e.s . Ses élu.e.s et représentant.e.s continueront de porter haut et fort les valeurs d'une société juste, solidaire et fraternelle face aux attaques contre le monde du travail au sens large, incluant les privé.es d'emplois et retrait.ée.s, contre les Services Publics, condition de réalisation de la fraternité revendiquée par notre devise nationale, et contre la France, "République indivisible, laïque, démocratique et sociale"